Capitales culturelles européennes et la promotion de l'identité. Comparer le Luxembourg et la Roumanie

Dragoş DRAGOMAN, Philippe VAESKEN

Université Lucian Blaga Sibiu, Département des sciences politiques, relations internationales et études européennes, Université de Lille 1 Sciences et Technologies, Télécom Lille 1
"Lucian Blaga" University of Sibiu, Department of Political Sciences, International Relations and European Studies, University of Lille 1 Sciences and Technologies, Télécom Lille 1
Personal e-mails: dragos.dragoman@ulbsibiu.ro, philippe.vaesken@telecom-lille.fr

European Cultural Capitals and the Promotion of Identity. Comparing Luxembourg and Romania

Mega cultural events as the European Capitals of Culture (ECoC) could be seen as suitable opportunities for setting up strategies for local identity promotion. Alongside artistic programmes, numerous European cultural capital cities promote their identity through favorable mechanisms. This way, they avoid and reject external unfavorable identity images, very often based on strong prejudice. The case study used by this article is based on the ECoC in Romania and Luxembourg, which managed by a successful identity promotion campaign to overpass a given cultural marginality, rather specific to smaller states in Western Europe and to almost all former communist countries in Central and Eastern Europe. Using the ECoC opportunity, candidate cities have successfully affirmed a common cultural dimension, which reunites them with the other European capital cities. In the same time, they have consolidated a dimension that is otherwise difficult to observe, namely the European identity.

Keywords: European Capitals of Culture; European identity; European integration

Introduction

Le titre de Capitale Culturelle Européenne (CCE), en tant que grand événement culturel, a été utilisé de façon différente par les diverses villes qui ont joui de cette distinction.[1] Tandis que certaines villes comme Glasgow, Athènes et Lisbonne ont mis l'accent sur l'amélioration de l'infrastructure (et surtout la dernière qui se remettait après une terrible incendie), d'autres ont insisté sur les festivals qui les distinguaient (Florence et Dublin). Finalement, une série de villes CCE ont favorisé le développement de concepts artistiques, y inclus l'exploration de l'identité à l'échelle mondiale.[2] Ce fut le cas de Berlin-Ouest, Amsterdam et Anvers, mais aussi celui de Madrid, qui voulait restaurer son identité européenne après des décennies de dictature militaire. Le souci identitaire se retrouve, donc, dans le cas de villes et de régions qui veulent affirmer un statut à part, généralement différent de ce que l'on croit d'habitude: un profil culturel pour des villes-port comme Anvers et Amsterdam qui offrent bien plus que des diamants et des plaisirs défendus ailleurs, une identité occidentale pour Berlin et finalement une identité européenne pour Madrid.

Dans le même contexte on pourrait regrouper les villes CCE de deux pays comme la Roumanie et le Luxembourg qui, même si très différents, sont très concernés par leurs propres identités. Jumelées en tant que CEE en 2007, Luxembourg et Sibiu (Roumanie) ont saisi cette opportunité pour promouvoir leur propre discours identitaire, en dépit des croyances habituelles. De son côté, le Luxembourg a renouvelé son statut de CEE (après le titre porté en 1995) et a inclus dans ses manifestations culturelles les territoires de la Grande Région, de la Lorraine, de la Belgique et bassin du Rhin tout et faisant l'Europe se souvenir des territoires perdus par le duché au fil de l'histoire en faveur de ses voisins tout-puissants. De

son côté, Sibiu a fait porter sur elle le regard de l'Europe qui voyait en 2007 la Roumanie adhérer à l'Union Européenne, une ville européenne semblable à d'autres villes d'Europe centrale, avec un passé et des valeurs communes,[3] tout comme la Roumanie est un pays qui partage le même passé et les mêmes valeurs européennes que d'autres pays de l'Union Européenne.

L'article se propose de comparer les stratégies identitaires des deux pays, le Luxembourg et la Roumanie et l'usage qu'ils ont fait de cette opportunité des villes CEE lors des deux événements successifs, 1995 et 2007 pour le Luxembourg et 2007 et 2020/2021 pour la Roumanie. Dans ce dernier cas, l'article explore les démarches des villes Alba Iulia et Cluj-Napoca, qui se préoccupent de leur identité central-européenne, tout en représentant la Roumanie. Des mécanismes identitaires très semblables sont ainsi mis en évidence dans le cas d'un petit pays à grand passé historique (Luxembourg) et d'un nouveau pays membre de l'Union Européenne (Roumanie), en train de se faire connaître en tant que tel par le passé et le présent de ses villes, qu'il s'agisse de Sibiu, d'Alba Iulia ou de Cluj-Napoca, un passé commun et des valeurs communes avec l'Europe centrale et occidentale. En fin de compte, l'article surprend des stratégies de promotion qui contredisent les croyances habituelles sur des espaces géographiques et culturels moins connus, comme les petits pays ouest-européens d'un côté, et l'Europe orientale, de l'autre côté.

1. Grands événements culturels et stratégies identitaires

Tandis que nombreuses Capitales Culturelles Européennes ont investi dans leur infrastructure, d'autres ont tout mis sur le développement de leur image. En effet, des études des mécanismes de promotion touristique ont déjà démontré que les images de destinations (qu'il s'agisse de pays, régions, villes et autres atractions) peuvent être associées aux images produit-pays, c'est-à-dire aux perceptions des pays liées aux produits associés, comme étant fabriqué, conçu, ou ayant le siège principal dans un pays ou un autre.[4] L'occasion du statut de CCE a pu être utilisé par nombreux pays pour une stratégie d'image qui combine les deux approches et qui favorise la construction d'images nouvelles et le développement économique.[5] Ce fut le cas de Porto, qui a utilisé la « propagande urbaine » pour diriger les investissements publics et faire promouvoir la ville à l'étranger, même si surenchérir sur l'infrastructure urbaine et sur la modernisation des infrastructures culturelles peut endommager le développement de la capacité institutionnelle et de la créativité civique.[6] Mais l'exemple le plus connu est celui de Glasgow, CEE en 1990. Sérieusement concernée par le déclin industriel, la ville écossaise a su profiter de cette occasion pour utiliser la culture et les arts en vue de redresser la ville autant en termes de qualité de la vie, que d'expérience de centre-ville et d'image extérieure.[7] Il fut courant en 2008, quand Liverpool a été une autre ville britannique désignée CCE, de rappeler que l'événement d' « année culturelle » en 1990 a joué pour Glasgow un rôle essentiel dans la renaissance de la ville et ceci non seulement par les politiques locaux, mais aussi par les journaux qui ont reflété le processus de désignation de la ville en tant que Capitale Culturelle Européenne. De son côté, Liverpool a bien appris la leçon de l' «effet Glasgow» et a su profiter de sa désignation entant que Capitale Culturelle Européenne pour stopper son déclin économique et combiner le développement urbain, le prestige international, l'attractivité touristique et la participation citoyenne dans le grand événement nommé « un monde dans une ville ».[8]

Compte tenu que les images sont des simplifications ou des idées plus complexes et qui sont la somme des opinions, attitudes et impressions que les individus et les groupes se font d'un objet,[9] les stratégies identitaires des CEE ont trouvé une opportunité presqu'unique pour prendre contrôle de la fabrication de ces images. Car il arrive bien souvent que le processus de fabrication d'image d'un pays soit hors de la portée des pays ou que le type de tourisme pratiqué transmette une autre image que celle voulue. Il s'agit de la construction identitaire de pays généralement pauvres, comme le Cuba ou la Thaïlande.[10] Mais il peut s'agir aussi de petits pays ou régions moins connues, comme l'Ecosse,[11] ou même de provinces en quête d'indépendance, comme la Catalogne.[12] C'est aussi le cas de la Roumanie, qui utilise depuis trop longtemps déjà une ressource extérieure qui lui est défavorable. Il s'agit du mythe de Dracula, mondialement répandu par le roman de Bram Stoker.[13] Même si nombreux touristes étrangers sont attirés en Roumanie par une telle image que la Roumanie accepte et même promeut,[14] la construction identitaire lui échappe. Car le pays dépeint par le romancier est une image de la pauvreté, du sous-développement, de l'abrutissement, des superstitions et même de l'infrahumain, vu les vampires qui coexistent avec les hommes dans cette contrée aux confins du monde européen. Ce n'est pas donc étonnant de voir la Roumanie, et tout spécialement la Transylvanie, qui est la région dépeinte dans le célèbre roman, favorisée par le tourisme extravagant de Halloween, qui surenchérit la légende des vampires. La Transylvanie que les étrangers rencontrent n'est pourtant pas celle réelle, mais celle créée et mise en scène par les touristes eux-mêmes, sur la base de très répandus préjugés.[15]

L'opportunité saisie par les CCE en Roumanie, à la fois villes désignées (Sibiu en 2007) et villes candidates (Alba Iulia et Cluj-Napoca en 2020 ou en 2021), est de se faire promouvoir et de promouvoir la Roumanie en tant que destinations européennes, mettant tout sur leur identité européenne. Les stratégies de ces villes qui dépassent un passé récent de séparation entre Est et Ouest, reliant par leur multiculturalisme visible dans l'architecture, les

festivals, les arts et les métiers à l'identité de l'espace de l'Europe centrale et occidentale, ne sont point nouvelles. Elle ne sont en rien différentes de la stratégie identitaire du Luxembourg, par exemple, qui de façon symbolique veut rétablir son importance historique dans l'espace occidental par l'inclusion dans les manifestations artistiques de sa CCE des villes voisines en Lorraine, Luxembourg belge, pays du Rhin, de la Meuse et de la Moselle, en fait des territoires perdus au fil de l'histoire. Toutes ces stratégies, roumaines et luxembourgeoises, font appel à l'utilisation d'un mécanisme de construction d'image autonome, soustrait aux logiques extérieures qui feraient du Luxembourg un petit duché entre deux géants qui font la construction européenne et de la Roumanie, un pays frontière de l'Europe,[16] dont l'éloignement géographique est accompagné d'étranges croyances et pratiques culturelles ancestrales.

2. Stratégie identitaire au Luxembourg 2007: le Grand Duché et sa grandeur historique

Si le grand événement de Capitale culturelle européenne de 1995 a été utilisé par le Luxembourg pour promouvoir son patrimoine culturel et mettre en valeur son potentiel artistique, l'événement de 2007 a été destiné à remplir une fonction symbolique de promotion identitaire. S'éloignant d'un but purement artistique, le programme de la CCE s'est étendu géographiquement au-delà des frontières actuelles du duché, pour inclure des actions culturelles menées dans les villes de Rhénanie-Palatinat, Sarre, Wallonie et de la Lorraine. L'expansion de la CCE n'est pas un hasard. Elle se propose en 2007 de dépasser les frontières physiques, psychologiques, artistiques et émotionnelles, de ravager les frontières géographiques, culturelles et imaginaires.[17] A regarder de plus près, elle renoue culturellement avec les territoires habités une fois par les luxembourgeois et dépasse les malheurs de l'histoire plus ou moins récente qui a fait du Luxembourg un petit pays et une jeune nation. On ne peut pas pleinement comprendre l'enjeu identitaire sans faire appel à une brève incursion historique dans le passé mouvementé du grand duché.

Le Luxembourg, petit comté médiéval dont l'histoire remonte à l'époque romaine, n'est devenu duché qu'en 1354.[18] Pendant la Guerre de Cent Ans, le duché a été rattaché par l'intermédiaire des alliances matrimoniales successives aux dynasties de Bohème, Moravie et Bourgogne. Après la mort de l'Empereur romain Sigismond de Luxembourg en 1437, le duché a été attaché à la Bourgogne. Sa gloire est désormais en déclin. Attaché aux pays des Habsbourg autrichiens en 1477 et ensuite à l'Espagne de Charles Quint, le duché est devenu la proie de la convoitise de ses puissants maîtres, qui lui reprennent nombre de ses provinces. Il en reperdra ensuite d'autres, après le rattachement à la République française en 1795, pour être plus tard attaché par le Congrès de Vienne de 1815 à la Confédération Germanique et mis sous la tutelle de Guillaume Ier, roi des Pays-Bas. La constitution du royaume de Belgique en 1830 a représenté une nouvelle perte territoriale pour le duché, surtout comme suite au traité de 1839, qui lui a repris sa partie wallonne et l'a rattachée à la Belgique sous le nom de la province de Luxembourg. La mort de Guillaume III, roi des Pays-Bas et le dernier de la dynastie des Orange-Nassau a représenté la fin de la liaison dynastique entre les deux pays et le début d'une promesse d'indépendance et de stabilité. Quoique neutre à la suite du traité de Londres de 1867, le Luxembourg a pourtant été envahi deux fois de suite par l'Allemagne pendant les deux guerres mondiales. Ce fut lors de la deuxième occupation allemande que le duché connut une très puissante germanisation, ce qui a compliqué une fois de plus la construction identitaire du petit Etat occidental.

Surtout après la cession de ses parties wallonnes, l'identité linguistique luxembourgeoise est entrée dans un profond processus de reconstruction. Une fois ces provinces perdues, le Luxembourg est devenu un pays germanique qui pouvait à peine se distinguer des provinces rhénanes voisines. Selon Fehlen,[19] la petite bourgeoisie parlait un dialecte germanique, tandis que les notables utilisaient l'allemand et le français, langue de culture de l'Europe entière. Pour faire la différence avec corps d'armée prussienne qui stationnait sur son sol, la bourgeoisie va favoriser le français, tandis qu'une nouvelle langue, comprenant des versions vernaculaires locales, sera l'ancre du nouveau patriotisme luxembourgeois. Comme le remarque Fehlen,[20] le Luxembourg est un pays qui a précédé la nation. Par ceci, il n'est pas uniquement une communauté politique imaginée comme toute autre nation, dans le sens élaboré par Anderson,[21] mais repose sur une tradition inventée.[22] Dans le cas précis du Luxembourg, la construction symbolique identitaire remonte jusqu'à l'acte même par lequel le pays a été fondé en 963 par le mythique comte Siegfried (ou Sigefroy), qui aurait repris à Wiker, abbé de Saint-Maximine de Trèves, le château de Luxembourg, ruine d'un ancien château romain qui jonchait la route entre Trèves, capitale de l'Empire romain sous Constantin le Grand et la Gaule romaine.

Certes, l'effort des élites luxembourgeoises pour créer une nation distincte par référence à une tradition inventée n'est pas nouveaux. La Suisse est un exemple similaire, quoique plus connu. De la même façon, les élites luxembourgeoises ont tenté de forger une culture nationale distincte par une tradition inventée. Généralement, les traditions inventées supposent une série de pratiques, régies par des lois ouvertes ou tacitement acceptées, de nature rituelle ou symbolique, qui s'efforcent d'imposer certaines valeurs et normes par la répétition, d'où la continuité avec le passé. Cette continuité forgée va au-delà de la continuité historique réelle et repose soit sur la demi-

fiction, soit carrément sur le faux.[23] Ceci est bien visible dans la décision du Luxembourg d'inclure dans son passé historique la ville de Sibiu lors du grand événement culturel de 2007. Le contexte est repris avec un certain humour par Fehlen.[24] La raison donnée par l'Agence France Presse au moment de début de la CEE 2007 est que Sibiu a été fondé au 12ème siècle par des colons luxembourgeois. Ce qui passe dans la presse n'est, en fin de compte, que la fiction d'un passé lointain, forgé pour le gout de la grandeur historique perdue. Car les liens historiques qui relieraient les deux villes et qui leur auraient attribué une culture et des traditions très proches les unes des autres reposent non sur la langue des Saxons, tenue pour très proche du francique-mosellan parlé entre la Moselle et le Rhin, mais sur les errements de la dialectologie néogrammairienne du 19ème siècle (Fehlen, 2007, p. 25), qui aurait faussement attribué au dialecte local de Sibiu la parenté luxembourgeoise.[25] En dépit des découvertes linguistiques ultérieures qui ont fatalement écarté la parenté directe et forte entre les deux dialectes, les ressemblances plus ou moins évidentes continuent de jouer un rôle d'ancrage entre les deux villes. Car les deux villes en ont besoin d'une certaine façon pour leurs propres stratégies identitaires. La prétendue parenté confère au Luxembourg une identité historique qui va au-delà de ses frontières rétrécies, une identité propre basée sur un compromis entre les héritages allemand et français, et à Sibiu un statut à part, bien différent de celui d'une ville moyenne d'un ancien pays communiste, aux confins de l'Europe centrale.

3. Sibiu 2007: ville de la culture, ville des cultures

Au-delà des disputes linguistiques et historiques savantes, la ville de Sibiu a bien su exploiter ses liens privilégiés avec le Luxembourg pour poser en 2007 en ville de la culture et des cultures. Prise dans l'aire symbolique du Luxembourg, la ville transylvaine a fait usage de son passé pour bien se distinguer culturellement. Peut importe que les ancêtres qui ont fondé la ville fussent les troupes séparées et perdues de la première Croisade menée par Pierre l'Ermite,[26] ou des colons appelés au 12ème siècle par le roi hongrois Géza II « at retinendam coronam », pour garder les frontières orientales de son royaume.[27] Quoique appelés « hospites saxonicarum », tous n'étaient pas des germains véritables, comme ils allaient dire plus tard, mais des colons rassemblés de tout un territoire situé à l'ouest du Rhin, de la Meuse et de la Moselle. Ils étaient en fait des Saxons, Souabes, Flamands, Wallons et même des « Latins », certainement des Lorrains. Il paraît aujourd'hui que la plupart seraient partis de l'archevêché de Cologne, dont dépendaient l'évêché de Liège et la région de Westerwald, de l'évêché de Trèves et de l'archevêché de Magdebourg. Cette dernière origine semble n'être qu'une station dans la longue marche des colons occidentaux vers les destinations du sud de la Transylvanie, dont Sibiu, désertée à l'époque par les Sicules, déplacés plus à l'est sur la frontière de la Hongrie médiévale.[28] Certes, il se peut qu'un nombre considérable soient partis de l'actuel Luxembourg,[29] mais ils n'étaient pas à coup sûr un seul peuple. Leur unité n'est donnée à l'arrivée à destination que par les contraintes politiques du royaume de la Hongrie. Tenus pour « unus sit populus », pour un seul et unique peuple, les colons sont investis en 1224 par la Bulle d'Or du roi hongrois André II avec une autonomie juridique et politique collective qui fera d'eux des sujets distincts pour des siècles à venir. Une fois forcées à vivre ensemble, ils ont vite formé une communauté autour de leur langue germanique et ensuite de leur église luthérienne, qui les garderont séparés et « privilégiés » jusqu'à l'époque des réformes illuministes du 18ème siècle et de la modernisation unificatrice du 19ème siècle.[30]

Malgré les disputes des origines luxembourgeoises, la ville de Sibiu a réussi en 2007 à mettre avant tout en valeur son patrimoine architectural, y compris celui lié au duché du Luxembourg. Il n'est pas sans intérêt de rappeler que le duché a ouvert à Sibiu un consulat dans une ancienne maison du centre-ville, qui rappelle aux visiteurs le passage à Sibiu du représentant le plus illustre de la maison de Luxembourg, le grand roi de Hongrie Sigismond de Luxembourg (1387-1437) et Empereur du Saint Empire Romain Germanique, de passage à Sibiu lors des travaux de fortification de la ville en vue des attaques des Turcs ottomans. Grâce à lui et à son prédécesseur, Louis le Grand d'Anjou (1342-1382), la ville a fait partie pour des centaines d'années et avec beaucoup de succès de l' « antemurale Christianitatis », la forteresse de la chrétienté assiégée par les Ottomans du 14ème au 17ème siècle.

Mais l'atout le plus important de la ville en 2007 est de se montrer non plus ville de culture, renommée déjà pour son grand festival de théâtre, mais ville des cultures. Grâce aux liens étroits avec le duché occidental, la ville de Sibiu a vite saisi l'opportunité de se présenter devant toute l'Europe parée de son identité multiculturelle. Car la stratégie de la ville est aussi une stratégie identitaire, sauf que cette fois elle tente non pas de se distinguer dans le temps, mais dans l'espace. Par ses caractéristiques multiculturelle spéciales, Sibiu a réussi à se différencier de tout un contexte communiste et postcommuniste, qui faisait appel dans l'imaginaire occidental à une sortie violente de l'ancien régime, parsemée de troubles sociaux et de conflits ethniques entre les Roumains et les minorités ethniques, notamment les Hongrois et les Roms. En même temps, la ville se réjouit aujourd'hui d'avoir su conserver son patrimoine historique et architectural, en dépit des contraintes historiques, souvent très difficiles.

Il faut rappeler que le contexte postcommuniste n'est pas du tout favorable à l'image extérieure de la Roumanie. Sortie d'un régime communiste à forte teinte nationaliste,[31] le postcommunisme roumain a eu beaucoup de mal à laisser de côté l'expression et l'usage du nationalisme outrancier.[32]

Même si la Roumanie a eu une autre sortie du communisme que l'ancienne Yougoslavie, qui a très vite sombré dans le carnage de la guerre civile,[33] le nationalisme s'est fait sentir en tant qu'élément privilégié de la transition politique, dans la mesure où le postcommunisme reste dans toute la région le terrain vague de la refonte des institutions, des rapports sociaux et de l'identité collective.[34] Les limites des droits des minorités,[35] la définition de la citoyenneté[36] et la question de la nation titulaire de la souveraineté dans les Etats postcommunistes[37] ont bouleversé les cadres politiques et sociaux habituels. Malgré la normalisation des rapports ethniques actuels, les relations entre les groupes ethnique on été très tendues en Roumanie durant les premières années de la transition. Non loin de Sibiu, dans la ville de Târgu-Mureş, a eu lieu en mars 1990 l'épisode le plus sanglant des relations ethnique entre les Roumains et les Hongrois. Le scénario des combats violents dans les rues semblait annoncer la fin tragique de la Yougoslavie voisine. Ce ne furent que les pressions étrangères et la volonté commune des Etats roumain et hongrois qui ont finalement permis une réconciliation, basée sur le respect des droits des minorités en conformité avec les recommandations européennes.[38] Même si la réconciliation a été une grande avancée des années '90 et a inclus la participation de la minorité hongroise au gouvernement de la Roumanie,[39] nombreux sujets font encore l'objet des disputes entre les deux communautés.[40]

Quant à Sibiu, la ville a eu une toute autre sortie du communisme nationaliste que ses voisines Târgu-Mureş et Cluj-Napoca. Dominée par des ethniques roumains et presque exempte d'ethniques hongrois, elle a gardée davantage le souvenir de la cohabitation paisible avec les Saxons protestants que les épisodes plus difficiles, comme la discrimination à laquelle les paysans roumains orthodoxes étaient soumis au Moyen-âge. Comme le rappelle Andreea Zamfira,[41] l'histoire de la Roumanie et de l'Allemagne ne comprend pas de revendication territoriale et les Allemands et les Roumains n'ont pas eu de malentendu quant à la primauté des un ou des autres en Transylvanie, comme c'est encore le cas des disputes entre Roumains et Hongrois. Par contre, à la suite de la migration considérable des ethniques allemands vers l'Allemagne au début de la transition démocratique en 1990, opérée initialement pour diverses raisons de type familial ou interpersonnel,[42] mais qui s'est avérée massive ensuite, les Roumains de Sibiu ont vite développé une nostalgie de l'interaction ethnique communautaire. Partiellement faussée par l'oubli des épisodes historiques plus mouvementés et le regret des valeurs protestantes que les Saxons représentaient, la nostalgie culturelle communautaire s'est transformée en 2000 en option électorale.[43] Les Saxons étant vus comme des gens civilisées, honnêtes et travailleurs, l'élection d'un maire saxon représentait en 2000 autant une marque de respect pour des valeurs religieuses protestantes, qu'un espoir pour une future retombée économique, vue la perspective des relations économiques avec l'Allemagne.[44] L'élection du maire saxon a été suivie en 2004, 2008 et 2012 par une consolidation politique du petit parti allemand (le Forum Démocratique des Allemands de Roumanie FDAR) qui a dépassé les limites de la ville de Sibiu pour gagner des élections dans d'autres villes du département de Sibiu.[45]

Le « modèle électoral de Sibiu », fondé sur la valorisation de la tradition de l'interaction communautaire et en contraste net avec le conflit ethnique qui sévit encore à Târgu- Mureş et Cluj-Napoca, a beaucoup joué dans le développement économique de la ville et dans sa promotion en tant que ville de culture et ville des cultures. Le grand événement culturel de 2007 a représenté autant un facteur de développement économique, vus les investissements sans précédent dans une ville de la taille de Sibiu, qui ne compte que 150000 habitants, qu'un facteur de visibilité touristique accrue. Le tourisme est passé de quelques centaines de milliers de visiteurs par an à presque un million en 2007,[46] pour continuer d'avancer encore comme effet d'inertie pour largement dépasser la barre d'un million de touristes par an. Elle est aujourd'hui la seule destination touristique citadine de Roumanie à trois étoiles dans le Guide Michelin et figure très haut dans nombreux autres classements touristiques internationaux. Or le tourisme croissant offre aujourd'hui à la ville la possibilité de consolider son discours identitaire qui fait de Sibiu une ville européenne comme toute autre ville d'Europe occidentale, en contraste avec l'image encore ternie de la Roumanie en tant qu'ancien pays communiste qui a du mal à avancer dans la modernisation occidentale. Une stratégie parallèle et très ressemblante est actuellement menée par la ville de Alba Iulia, ville candidate pour le titre de Capitale Culturelle Européenne en 2020 ou en 2021, qui veut recouvrer son passé multiculturel et se replacer au sein de l'Europe centrale tout en affirmant son importance symbolique pour la nation roumaine, après des décennies de transformation et homogénéisation communiste.

4. Alba Iulia et Cluj-Napoca 2020/2021: l'identité roumaine au sein de l'Europe centrale

Alba Iulia et Cluj-Napoca ne sont pas les seules villes candidates pour le titre de Capitale Culturelle Européenne en 2020 ou en 2021. Depuis 2011 déjà, deux villes européennes sont désignées comme capitales culturelles, en parallèle. Auparavant, les villes luttaient indépendamment pour le titre et ce n'était pas une règle que d'avoir une, deux et même neuf villes désignées en tant que telles, comme ce fut le cas en 2000, quand Avignon, Bergen, Bologne, Bruxelles, Helsinki, Cracovie, Reykjavik, Prague et Saint-Jacques de Compostelle ont été les villes capitales culturelles européennes. Comme nouvelle règle, la compétition se déroule maintenant au sein des pays désignés six ans en avance, avec une sélection finale décidée par le gouvernement du pays concerné et

un groupe d'experts culturels, en accord avec le Conseil de l'Union Européenne. Pour la Roumanie, la sélection est prévue pour 2016 ou 2017, vue que la date la plus proche pour que le pays redevienne l'organisateur de la CCE est 2020 ou 2021.[47] Parmi les villes roumaines en compétition interne sont Alba Iulia, Cluj-Napoca, Braşov, Timişoara et Iaşi. Leur nombre ne diffère pas des candidatures internes qui ont eu récemment lieu en Suède (quatre villes) et en Lettonie (quatre villes) en 2008, en République Tchèque en 2010 (deux villes), en Espagne (six villes) et en Pologne (cinq villes) en 2011.

Malgré l'incertitude concernant la sélection finale, les villes roumaines ont démarré des campagnes publicitaires et mis au point des stratégies de lobby auprès du gouvernement et du Conseil de l'Union. En parallèle, les villes ont diversifié les programmes culturels et même débuté des travaux de modernisation des infrastructures culturelles. Les plus avancées sont Alba Iulia et Cluj-Napoca, qui se sont décidées à faire valoir leur patrimoine architectural et le coopération interculturelle lors de cette candidature. Même si Alba Iulia ne dispose pas du potentiel économique de certaines autres villes candidates comme Braşov, Cluj-Napoca, Timişoara ou Iaşi (de quatre à cinq fois plus peuplées), elle pense utiliser son trésor architectural et historique pour compenser les désavantages économiques évidents face aux autres villes. En parallèle, Cluj-Napoca veut consolider son statut de capitale informelle de la Transylvanie, son patrimoine historique, universitaire et urbain.

Ce qui nous intéresse dans le cas de ces deux villes est l'argument central de leurs candidatures respectives, qui suit le même mécanisme identitaire mis en lumière lors de l'analyse des stratégies identitaires utilisées par Sibiu et Luxembourg. En effet, cette stratégie est plus répandue en Europe de l'Est qu'on ne le pensait. Elle est utilisée aussi bien en Hongrie ou en Pologne dans le but de dépasser le statut marginal d'une petite ville quelconque en compétition interne avec d'autres villes du même pays, mais aussi de dépasser une marginalité culturelle régionale en Europe.[48] De cette façon, les villes de la région rejoignent la politique d'européanisation des pratiques culturelles et d' « invention » de l'Europe que représente le programme des Capitales Culturelles Européennes, tout en affirmant leur identité commune.[49]

Alba-Iulia a été, à côte de Sibiu et de Cluj-Napoca, l'une des capitales historiques de la Transylvanie. Ville antique fondée par les Romains, ensuite siège de l'Evêché catholique de Transylvanie depuis le 11ème siècle,[50] Alba-Iulia est devenue la capitale de la Transylvanie depuis la défaite finale de l'armée hongroise devant les Turcs ottomans en 1526 et jusqu'à la conquête de la Transylvanie par les Habsbourg à la fin du 17ème siècle.[51] La Hongrie royale occupée par les Turcs, la Transylvanie devint pour des siècles le berceau de l'identité et de la culture hongroise libre. Mais devant la menace des Ottomans les princes roumains de Valachie et de Moldavie ont lutté avec succès et même l'un d'eux, Michel le Brave, unifia ces deux principautés avec la Transylvanie en 1600, pour mieux résister au péril turc. Même si l'union des provinces fut brève, l'idéal de l'unité des principautés habitées par les Roumains a hanté l'esprit des élites nationales roumaines de Transylvanie tout au long du 19ème siècle,[52] étant la base de la nouvelle mythologie nationale roumaine en tant que « tradition inventée ».[53] A la fin de la première Guerre Mondiale, à la suite de la défaite de l'Autriche-Hongrie, la Transylvanie se trouva finalement rattachée à la Roumanie par la volonté de sa population, en majorité roumaine. Tout symboliquement, le roi de Roumanie se couronna à Alba-Iulia en 1922 pour souligner l'accomplissement de l'idéal national de l'unité des Roumains.[54]

Dans l'effort de nationalisation des nouvelles provinces réunies après 1918,[55] les élites roumaines ont changé l'architecture locale en bâtissant une grande église de l'unité des Roumains à côté de l'église historique de l'Evêché de Transylvanie. Tout au long du 20ème siècle, la ville a été le symbole de l'unité du peuple roumain. Même le régime communiste a exploité la mythologie nationale antérieure, dans le but d'homogénéiser la nation ouvrière et conférer ainsi à l'Etat socialiste une base légitime et solide.[56] La fin du communisme a vu renaître la ville en tant que symbole de l'unité nationale, dans le contexte de l'essor des nationalismes postcommunistes. Même si la Roumanie a eu une autre sortie du communisme que l'ancienne Yougoslavie, il n'est pas inutile de rappeler le rôle considérable joué par le nationalisme dans la construction de l'espace politique roumain et surtout par les disputes communautaires entre Roumains et Hongrois de Transylvanie.[57]

L'effort fait actuellement par la ville d'Alba-Iulia de poser sa candidature pour le titre de capitale culturelle européenne s'inscrit dans une stratégie identitaire de valorisation du passé historique qui réconcilie l'élément ethnique roumain plus récent et le passé plus lointain, celui de l'évêché catholique de l'époque du royaume de Hongrie et ensuite des Habsbourg. Ce passé remis aujourd'hui en état est dominé par les luttes des chrétiens contre les Turcs et fait référence aux travaux de consolidation de la citadelle « Alba Carolina » d'Alba-Iulia par le prince Eugène de Savoie et les architectes et urbanistes italiens au début du 18ème siècle, sur les ruines de la forteresse bâtie par les Romains de la 13ème Légion « Gemina » en l'an 106 A.C. Déterrer les murs de défense et les remparts de la citadelle c'est creuser et remettre en lumière un passé qui rapproche et qui fait oublier en partie un passé récent qui sépare.

Le même mécanisme identitaire fonctionne dans le cas de Cluj-Napoca, une ville qui continue de porter les stigmates de la politique nationaliste roumaine d'après 1989[58] et qui se tourne maintenant vers l'Europe pour affirmer son multiculturalisme retrouvé. Tout comme Sibiu et Alba-Iulia, la ville de Cluj-Napoca (« Kolozsvár » en hongrois) est une des capitales historiques de la Transylvanie. Elle fut préférée en tant que

capitale en 1790, après la mort de l'empereur autrichien Joseph II, surtout grâce à sa centralité géographique et son développement urbain. Le 19ème siècle est le siècle de l'affirmation des nationalismes hongrois et la ville de Cluj devint le centre politique, économique et culturel des Hongrois. Même si la révolution hongroise de 1848 a été écrasée par l'armée impériale autrichienne et la capitale de la province transférée de nouveau à Sibiu, le lent déclin de la monarchie danubienne a vite favorisé l'avènement du nationalisme hongrois. Après le compromis de 1867 et la naissance de l'Autriche-Hongrie, la Transylvanie a été intégrée dans le projet hongrois d'Etat-nation, malgré l'opposition des élites roumaines, qui ont souvent demandé le soutien de l'empereur François-Joseph pour le respect de leurs libertés nationales. C'est ainsi que la ville de Cluj-Napoca devint un grand centre culturel de la nation hongroise, avec la fondation en 1872 d'une grande université à enseignement en hongrois,[59] mais aussi le centre du conflit des élites nationales.[60] Les rôles vont changer après la fin de la première Guerre Mondiale et le rattachement de la Transylvanie à la Roumanie à la suite du Traité de paix de Trianon, lorsque les élites roumaines ont mis en œuvre un processus similaire de nationalisation.

Au 20ème siècle, la balance du pouvoir a été si fine que la ville de Cluj-Napoca et une grande partie de la Transylvanie ont basculé deux fois en quatre ans sous l'autorité des deux Etats voisins, la Hongrie et la Roumanie. Si en 1940 l'Allemagne nazie a surveillé le partage de la Transylvanie par ses deux alliés,[61] le Traité de paix de Paris de 1947 a remis la Transylvanie dans la possession de la Roumanie,[62] qui avait déjà libéré la province en 1944 avec l'aide de l'armée soviétique. Tout au long du 20ème siècle, les communautés roumaine et hongroise de Transylvanie ont vécu sous le spectre de la sécession, d'un côté, et de l'assimilation, de l'autre, surtout dans le contexte de la chute démographique de la communauté hongroise et la politique d'homogénéisation nationale du régime communiste.[63] Même si dans d'autres domaines la révolution de 1989 a représenté une rupture avec le passé, ceci n'a pas été le cas pour la ville de Cluj-Napoca en ce qui concerne l'utilisation politique du nationalisme. Pour une douzaine d'années encore, la ville a été dirigée par un maire qui faisait parties des nationalistes roumain des plus outranciers.[64] Même aujourd'hui, le nationalisme y est encore présent, malgré le fait qu'il est passé d'une manifestation violente à une expression plus effacée, sous le règne du nationalisme banal.[65] Si entre les deux pays les relations se sont bien améliorées et même l'opinion publique s'est accoutumée à voir le parti ethnique hongrois au gouvernement de la Roumanie,[66] la ville de Cluj-Napoca continue d'être marquée par des disputes très symboliques, liées aux commémorations des grands événements historiques,[67] l'emplacement des statues des héros nationaux ou aux noms des rues. De cette façon, la ville peut être vue pour une longue période comme terrain de dispute des communautés ethniques, en quête de sources extérieures de pouvoir en vue de la domination urbaine.[68]

Ce n'est pas par hasard si la campagne publique pour la candidature de la ville en tant que capitale culturelle européenne s'efforce justement de promouvoir une image de ville multiculturelle. Pour faire oublier la dispute communautaire qui a beaucoup marquée la ville, la candidature pour le titre de capitale culturelle européenne se fait aujourd'hui sous le slogan de « Est of West », un effort de faire valoir la culture est-européenne, tout en imposant un modèle occidental en Europe de l'Est, en faisant concilier la culture européenne et les cultures situées à l'Est des frontières de l'Union Européenne.[69] Pour effacer le passé conflictuel, tout tourne maintenant autour de l'héritage multiculturel de la ville, vue comme espace de convivialité des nations et des religions. Un guide multiculturel a été même édité pour faciliter les visites touristiques dans la ville et qui présente le patrimoine architectural de chaque communauté ethnique et religieuse.[70] Il souligne l'effort de changer l'image de la ville et de l'inscrire dans un espace plus large, celui de la diversité culturelle de l'Europe centrale, tout en gardant son importance pour la communauté roumaine. En tant que grand centre urbain, économique et culturel, Cluj-Napoca reste d'une importance capitale pour les Roumains de Transylvanie. La promotion de la ville en vue du statut de capitale culturelle européenne en 2020/2021 souhaite justement une conciliation de son caractère ethnique avec un esprit européen de tolérance et de coopération interethnique, qui replace Cluj-Napoca parmi les villes multiculturelles de l'Europe, tout en affirmant son identité roumaine.

Conclusions

Les grands événements culturels que sont les villes capitales culturelles européennes mettent en scène des stratégies de promotion de l'identité locale, mais de plus en plus ils mettent l'accent sur une identité commune, européenne.[71] Ceci est d'autant plus visible dans le cas de territoires moins connus des deux côtés de l'Europe, qu'il s'agit de petits pays de l'Europe de l'Ouest ou des pays de l'Europe de l'Est. Leurs stratégies identitaires, très semblables, visent à les faire dépasser leur statut de marginalité culturelle urbaine ou même nationale. Les deux cas comparés ici sont le Luxembourg et la Roumanie, avec leurs villes capitales culturelles européennes, ainsi que les nouvelles villes candidates pout le titre de CCE, dans le cas de la Roumanie. Même si très différents de nombreux points de vue, ces deux pays et leurs villes CCE ont mis en œuvre des stratégies identitaires très semblables. Le Luxemburg, de son côté, a utilisé l'occasion d'être désigné en tant que Capitale Culturelle Européenne en 2007 pour inclure dans la liste des manifestations artistiques des villes des provinces d'outre frontière, de France,

Belgique et Allemagne. De façon très symbolique, le Luxembourg s'est retrouvé en 2007 de nouveau rattaché aux provinces perdues au fil de son histoire tumultueuse dans la dispute identitaire avec les grandes cultures de ses voisins, notamment la France et l'Allemagne. Par le titre de Capitale Culturelle Européenne en 2007, le Luxembourg a fait revivre son passé et recouvrer sa gloire d'antan.

Pour la Roumanie, l'occasion saisie a été double. La ville de Sibiu, partenaire du Luxembourg en 2007 en tant que Capitale Culturelle Européenne, a utilisé son statut pour rappeler que la Roumanie était alors le plus récent membre de l'Union Européenne. Le statut de membre de la Roumanie venait de compléter celui de la ville en tant que CCE dans son effort de se présenter en tant que ville multiculturelle de l'Europe centrale et de l'Est. Jusque là, peu de villes de la région ont joui du statut de CCE, entrant de façon symbolique au même rang que les autres capitales culturelles de l'Europe. Cet effort de promotion identitaire qui vise à dépasser une marginalité historique et culturelle est, en fait, très répandu en Europe centrale et de l'Est. Il est facile à repérer en Hongrie ou en Pologne, tout comme il est à repérer de nouveau en Roumanie. Les villes candidates pour le titre de CEE en 2020 ou 2021 prises en compte dans cette étude, Alba-Iulia et Cluj-Napoca en Transylvanie, ne font que reprendre l'effort de concilier leur forte identité locale roumaine, au-delà des disputes communautaires avec les ethniques Hongrois, avec une identité multiculturelle et multiconfessionnelle spécifique de l'Europe centrale.

Mais le lien plus important qui relie les stratégies identitaires au Luxembourg et en Roumanie est la dimension européenne. Car l'effort de promotion d'une identité propre est toujours accompagné par celui d'égalisation des statuts au niveau de l'identité européenne. Et si l'identité européenne reste difficile à saisir autrement, le statut de capitale culturelle européenne et les politiques culturelles qui y sont attachées peuvent définir plus précisément l'esprit de l'Europe commune diverse, tolérante, multiculturelle. L'unité européenne est celle qui fait réunir les villes et les peuples et faire dépasser la marginalité des cultures, basée le plus souvent sur des préjugés et des malentendus.

Cet article est écrit comme partie de la recherche financée par le projet FP7-PEOPLE-2010-MARIE CURIE-IRSES no. 269228 VALUES (Value Analysis of Local Utilities of Enterprises from Social sector). Les auteurs de cet article sont les seuls tenus reponsables pour les données employées et l'analyse menée. Les auteurs voudraient remercier Fernand Felhen de l'Université de Luxembourg pour l'orientation dans l'analyse de l'identité luxembourgeoise.

Notes:

1. John Meyerscough, « European Cities of Culture », in G. Arnestad and P. Mangset, eds., *Kulturfeltet i storbyene*, Oslo, Norwegian Council of Culture, Report 6, 1995, pp. 56–80.
2. Peter Sjøholt, « Culture as a Strategic Development Device: The Role of European Cities of Culture, with Particular Reference to Bergen », *European Urban and Regional Studies*, Vol. 6, n° 4, 1999, pp. 339-347.
3. Dragoş Dragoman, « National identity and Europeanization in post-communist Romania. The meaning of citizenship in Sibiu: European Capital of Culture 2007 », *Communist and Post-Communist Studies*, Vol. 41, n° 1, 2008, pp. 63-78.
4. John Nadeau, Louise Heslop, Norm O'Reilly & Peter Luk, « Destination in a country image context », *Annals of Tourism Research*, Vol. 35, n° 1, 2008, pp. 84-106.
5. Luis César Herrero, José Ángel Sanz, María Devesa, Ana Bedate & María José Del Bario, « The Economic Impact of Cultural Events: A Case-Study of Salamanca 2002, European Capital of Culture », *European Urban and Regional Studies*, Vol. 13, n° 1, 2006, pp. 41-57.
6. Carlos J.L. Balsas, « City Centre Regeneration in the Context of the 2001 European Capital of Culture in Porto, Portugal », *Local Economy*, Vol. 19, n° 4, 2004, pp. 396-410.
7. E. M. Tretter, « Scale, Regimes, and the Urban Governance of Glasgow », *Journal of Urban Affairs*, Vol. 30, n° 1, 2008, pp. 87-102.
8. Paul Jones & Stuart Wilks-Heeg, « Capitalising Culture: Liverpool 2008 », *Local Economy*, Vol. 19, n° 4, 2004, pp. 341-360.
9. John Nadeau, Louise Heslop, Norm O'Reilly & Peter Luk, « Destination in a country image context...cit.»
10. Peter M. Sanchez & Kathleen M. Adams, « The Janus-faced character of tourism in Cuba », *Annals of Tourism Research*, Vol. 35, n° 1, 2008, pp. 27-46.
11. Tristan Clayton, « Politics and nationalism in Scotland: a Clyside case study of identity construction », *Political Geography*, Vol. 21, n° 6, 2002, pp. 813-843 ; Dan Knox, « Spectacular tradition. Scottish Folksong and Authenticity », *Annals of Tourism Research*, Vol. 35, n° 1, 2008, pp. 255-273.
12. Joan Nogué & Joan Vicente, « Landcape and national identity in Catalonia », *Political Geography*, Vol. 23, n° 1, 2004, pp. 113-132.
13. Stijn Reinjders, « Stalking the count : Dracula, Fandom and Tourism », *Annals of Tourism Research*, Vol. 38, n° 1, 2011, pp. 231-248.
14. Duncan Light, « Dracula tourism in Romania : Cultural identity and the state », *Annals of Tourism Research*, Vol. 34, n° 3, 2007, pp. 746-765.
15. Idem, « Performing Transylvania: Tourism, fantasy and play in a liminal place », *Tourist Studies*, Vol. 9, n° 3, 2009, pp. 240-258.
16. Lucian Boia, *Romania. Borderland of Europe*, London, Reaktion Books, 2001.

17. Voir le programme sur http://www.luxembourg2007.org/FR/detailPres.php
18. Gilbert Trausch, *Histoire du Luxembourg*, Paris, Hatier, 1992.
19. Fernand Fehlen, « La colonisation de la Transylvanie par les Luxembourgeois ou l'invention d'un passé commun », *Transilvania*, n° 8-9, 2007, pp. 25-29.
20. Ibidem, p. 25.
21. Benedict Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1983.
22. Eric J. Hobsbawm & Terence Ranger (eds.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.
23. Idem, p. 7.
24. Fernand Fehlen, « La colonisation de la Transylvanie par les Luxembourgeois...cit. », p. 25.
25. Ibidem, p. 25.
26. Ibidem, p. 26.
27. Gyula Kristó, *Histoire de la Hongrie médiévale. Le temps des Arpads*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2000.
28. Harald Roth, *Hermannstadt: Kleine Geschiche einer Stadt in Siebenbürgen*, Köln, Böhlau, 2006.
29. Karl Kurt Klein (ed.), *Luxemburg und Siebenbürgen*, Köln, Böhlau, 1966.
30. Angelika Schaser, *Josephinische Reformen und sozialer Wandel in Siebenbürgen. Die Bedeutung des Konzivilitätsreskriptes für Hermannstadt*, Stuttgart, Franz Steiner, 1989.
31. Lucian Boia, *History and Myth in Romanian Consciousness*, Budapest, Central European University Press, 2001; Katherine Verdery, *National Ideology Under Socialism. Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania*, Berkeley, CA, University of California Press, 1991.
32. Tom Gallagher, *Romania after Ceausescu: The Politics of Intolerance*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1995.
33. Sabrina P. Ramet, *Balkan Babel: The Disintegration of Yugoslavia from the Death of Tito to the Fall of Milosevic*, Boulder, CO, Westview Press, 2002.
34. Rogers Brubaker, « Citizenship Struggles in Soviet Successors States », *International Migration Review*, Vol. 26, n° 2, 1992, pp. 269-291 ; Taras Kuzio, « Transition in Post-Communist States: Triple or Quadruple », *Politics*, Vol. 21, n° 3, 2001, pp. 168-177.
35. Mary E. McIntosh, Martha Abele Mac Iver, Daniel G. Abele & David B. Nolle, « Minority rights and majority rule: ethnic tolerance in Romania and Bulgaria », *Social Forces*, Vol. 73, n° 3, 1995, pp. 939-967.
36. Priit Järve, « Language battles in the Baltic States: 1998-2002 », in Farimah Daftary, François Grin (eds.), *Ethnicity and Language Politics in Transition Countries*, Budapest, Open Society Institute, 2003, pp. 73-106 ; Igor Stiks, « The Citizenship Conundrum in Post-Communist Europe: The Instructive Case of Croatia », *Europe-Asia Studies*, Vol. 62, n° 10, 2010, pp. 1621-1638.
37. Sammy Smooha & Priit Järve (eds.), *The Fate of Ethnic Democracy in Post-Communist Europe*, Budapest, Open Society Institute, 2005 ; Dragoş Dragoman, « Linguistic pluralism and citizenship », dans Dagmar Richer, Ingo Richter, Iryna Ulasiuk & Reeta Toivanen (eds.), *Language Rights Revisited*, Berlin, Berliner Wissenschafts-Verlag, 2012, pp. 267-280.
38. Lynn M. Tesser, « The Geopolitics of Tolerance: Minority Rights Under EU Expansion in East-Central Europe », *East European Politics and Societies*, Vol. 17, n° 3, 2003, pp. 483-532.
39. Dan Chiribucă & Tivadar Magyari, « The impact of minority participation in Romanian government », dans Monica Robotin, Levente Salat (eds.), *A New Balance: Democracy and Minorities in Post-Communist Europe*, Budapest, Open Society Institute, 2003, pp. 73-98.
40. Dragoş Dragoman, « Ethnic groups in symbolic conflict. The 'ethnicisation' of public space in Romania », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, Vol. XI, n° 1, 2011, pp. 105-121.
41. Andreea Zamfira, *Une sociologie électorale des communautés pluriethniques*, Paris, l'Harmattan, 2012, p. 79.
42. Bénédicte Michalon, « Circuler entre Roumanie et Allemagne. Les Saxons de Transylvanie, de l'émigration ethnique au va-et-vient », communication au colloque *Etudes balkaniques : Etat de savoir et pistes de recherche*, Paris, 2002.
43. Andreea Zamfira & Dragoş Dragoman, « Le vote (non) ethnique en Roumanie, 2000-2008. Les performances électorales des partis des minorités allemande et hongroise en perspective comparée », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, Vol. 40, n° 2, 2009, pp. 127-156.
44. Dragoş Dragoman, « La recomposition du champ politique régional en Roumanie. Le succès du Forum Allemand à Sibiu/Hermannstadt », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, Vol. V, n° 1, 2005, pp. 181-201.
45. Idem, « The success of the German Democratic Forum in Sibiu: Non-ethnic voting, political neutrality and economic performance », *Transitions*, Vol. 53, n° 1&2, 2013, pp. 97-117.
46. Florica Vasiliu & Dragoş Dragoman, « Evaluating the Economic Impact of Large Cultural Events. A Case-study of Sibiu, European Capital of Culture 2007 », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, Vol. IX, n° 2, 2009, pp. 317-327.
47. Pour les villes Capitales Culturelles Européennes passées et futures, voir la page web officielle de la Commission Européenne http://ec.europa.eu/culture/our-programmes-and-actions/capitals/the-present-future-and-past-capitals_en.htm.
48. Alexander Tölle, « Transnationalisation of development strategies in East Central European cities: A survey of the shortlisted Polish European Capital of Culture candidate cities », *European Urban and Regional Studies*, first published online before print on December 30, 2013 as doi: 10.1177/0969776413512845.
49. Tuuli Lähdesmäki, « Discourses of Europeaness in

the reception of the European Capital of Culture events: The case of Pécs 2010 », *European Urban and Regional Studies*, first published online before print on July 5, 2012 as doi:10.1177/0969776412448092 ; Nicole L. Immler & Hans Sakkers, « (Re)Programming Europe: European Capitals of Culture: rethinking the role of the culture », *Journal of European Studies*, Vol. 44, n° 1, 2014, pp. 3-29.
50. Gyula Kristó, *Histoire de la Hongrie médiévale...cit.*
51. Paul Lendvai, *The Hungarians: A Thousand Years of Victory in Defeat*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2004.
52. Keith Hitchins, *The Rumanian National Movement in Transylvania, 1780-1849*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1969.
53. Eric J. Hobsbawm & Terence Ranger (eds.), *The Invention of Tradition...cit.*
54. Keith Hitchins, *Romania, 1866-1947*, Oxford, Oxford University Press, 1994.
55. Irina Livezeanu, *Cultural Politics in Greater Romania: Regionalism, Nation Building and Ethnic Struggle, 1918-1930*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1995.
56. Katherine Verdery, *National Ideology Under Socialism... cit.*
57. Tom Gallagher, « Nationalism and Political Culture in the 1990s », dans Duncan Light, David Phinnemore (eds.), *Post-Communist Romania: Coming to Terms with Transition*, Basingstoke, Palgrave, 2001, pp. 104-126 ; Catherine Kettley, « Ethnicity, language and transition politics in Romania: the Hungarian minority in context », dans Farimah Daftary, François Grin (eds.), *Ethnicity and Language Politics in Transition Countries*, Budapest, Open Society Institute, 2003, pp. 243-266.
58. Rogers Brubaker, Margit Feischmidt, John Fox & Liana Grancea, *Nationalist Politics and Everyday Ethnicity in a Transylvanian Town*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2006.
59. Victor Karady & Lucian Nastasă, *The University of Kolozsvár/Cluj and the Students of the Medical Faculty (1872-1918)*, Budapest, Central European University Press, 2004.
60. Victor Karady & Borbála Zsuzsanna Török (eds.), *Cultural Dimensions of Elite Formation in Transylvania (1770-1950)*, Cluj-Napoca, Ethonocultural Diversity Resource Center Press, 2008.
61. Denis Deletant, *Hitler's Forgotten Ally: Ion Antonescu and His Regime, Romania 1940-1944*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006.
62. Anna Fülöp, *La Transylvanie dans les relations roumano-hongroises vues du Quai d'Orsay (septembre 1944-décembre 1947)*, Cluj-Napoca, Centre de Ressources pour la Diversité Ethnoculturelle, 2006.
63. Elemér Illyés, *National Minorities in Romania: Change in Transylvania*, Boulder, CO, East European Monographs,1982.
64. Brubaker, Margit Feischmidt, John Fox & Liana Grancea, *Nationalist Politics... cit.*
65. Michael Billig, *Banal Nationalism*, London, Sage, 1995.
66. Dan Chiribucă & Tivadar Magyari, « The impact of minority participation in Romanian government...cit. »
67. John R. Gillis (ed.), *Commemorations: The Politics of National Identity*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1996.
68. Scott A. Bollens, « Urban governance at the nationalist divide: Coping with group-based claims », *Journal of Urban Affairs*, Vol. 29, n° 3, 2007, pp. 229-253.
69. Voir le manifeste de « Cluj – Capitale Culturelle Européenne » http://www.clujnapoca2021.ro/fileadmin/user_upload/Concept_-_East_of_West.pdf
70. « Cluj-Napoca / multicultural guide », Ethnocultural Diversity Resource Center, 2011 (disponible sur http://www.edrc.ro/publication_details.jsp?publication_id=29).
71. Nicole L. Immler & Hans Sakkers, « (Re)Programming Europe...cit. »

Bibliography:

Anderson, Benedict, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1983.

Balsas, Carlos J.L., « City Centre Regeneration in the Context of the 2001 European Capital of Culture in Porto, Portugal », *Local Economy*, Vol. 19, n° 4, 2004, pp. 396-410.

Clayton, Tristan, « Politics and nationalism in Scotland: a Clyside case study of identity construction », *Political Geography*, Vol. 21, n° 6, 2002, pp. 813-843.

Fehlen, Fernand, « La colonisation de la Transylvanie par les Luxembourgeois ou l'invention d'un passé commun », *Transilvania*, n° 8-9, 2007, pp. 25-29.

Herrero, Luis César, José Ángel Sanz, María Devesa, Ana Bedate & María José Del Bario, « The Economic Impact of Cultural Events: A Case-Study of Salamanca 2002, European Capital of Culture », *European Urban and Regional Studies*, Vol. 13, n° 1, 2006, pp. 41-57.

Hobsbawm, Eric J. & Terence Ranger (eds.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

Jones, Paul & Stuart Wilks-Heeg, « Capitalising Culture: Liverpool 2008 », *Local Economy*, Vol. 19, n° 4, 2004, pp. 341-360.

Light, Duncan, « Dracula tourism in Romania : Cultural identity and the state », *Annals of Tourism Research*, Vol. 34, n° 3, 2007, pp. 746-765.

Sjøholt, Peter, « Culture as a Strategic Development Device: The Role of European Cities of Culture, with Particular Reference to Bergen », *European Urban and Regional Studies*, Vol. 6, n° 4, 1999, pp. 339-347.

Zamfira, Andreea, *Une sociologie électorale des communautés pluriethniques*, Paris, l'Harmattan, 2012.